Prélèvement sur les capitaux d'assurance-vie

- Concerne le prélèvement de 20% dû sur les capitaux d'assurance-vie transmis hors succession pour la part de chaque bénéficiaire supérieure à 152.500 €
- Le taux du prélèvement sur les capitaux décès est augmenté de 20 à 25% pour la fraction de chaque part nette bénéficiaire supérieure à la limite inférieure de l'avant dernière tranche du barème des droits de mutation à titre gratuit en ligne directe (soit 902.838 € en 2011)
- Soumission désormais au prélèvement des contrats souscrits par des non résidents lorsque sont résidents fiscaux français au moment du décès
 - soit l'assuré,
 - soit le bénéficiaire (qui doit, de plus, avoir été résident fiscal français durant 6 des 10 dernières années)
- Le démembrement de la clause bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie permettait un transfert en franchise de droits tant pour l'usufruitier que le nu-proprétaire lorsque le bénéficiaire en usufruit était le conjoint
- Maintenant l'usufruitier et le nu-proprétaire sont considérés pour le prélèvement comme bénéficiaires au prorata ce qui limite l'intérêt fiscal de ce schéma

Jusqu'à la publication de la première loi de finances rectificative pour 2011, les capitaux transmis hors succession résultant de contrats d'**assurance-vie** souscrits par des non résidents fiscaux français étaient exonérés de prélèvement. La réforme prévoit que ce n'est plus le cas désormais si l'assuré est **résident fiscal** français au moment du décès, ou si le bénéficiaire est résident fiscal français et qu'il l'a été durant au moins 6 des 10 dernières années lors du décès de l'assuré. Le taux est de 20 % de 152 500 à 902 838 euros par bénéficiaire et de 25 % au-delà.